



Canadian International  
Development Agency

Agence canadienne de  
développement international

*Document de Travail*

## *Document de Travail*

# **CADRE DE PROGRAMMATION-PAYS BANGLADESH 2003-2008**

**AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT □  
INTERNATIONAL**

**Octobre 2003**

Agence canadienne de développement international  
200, promenade du Portage  
Gatineau (Québec)  
K1A 0G4  
Tél.: (819) 997-5006  
Sans frais : 1-800-230-6349  
Télécopieur : (819) 953-6088  
(Pour les malentendants et les personnes atteintes  
de troubles de la parole (ATS) seulement: (819) 953-5023  
Sans frais pour les malentendants et les personnes atteintes  
de troubles de la parole (ATS) seulement : 1-800-331-5018)  
Courriel : [info@acdi-cida.gc.ca](mailto:info@acdi-cida.gc.ca)

**Canada** 

## **TABLE DES MATIÈRES**

### **RÉSUMÉ**

#### **INTRODUCTION**

### **PARTIE 1 : CONTEXTE ET ANALYSE**

#### **1. GÉNÉRALITÉS**

- 1.1 Le pays
- 1.2 Relations multilatérales
- 1.3 Relations avec le Canada

#### **2. TENDANCES MACROÉCONOMIQUES**

#### **3. CADRE STRATÉGIQUE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ INTÉIMAIRE (CSLP-I)**

#### **4. LES GRANDS DÉFIS DU BANGLADESH EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT**

- 4.1 Droits de la personne, développement démocratique et gouvernance
- 4.2 Développement social
  - 4.2.1 Secteur de la santé
  - 4.2.2 Secteur de l'éducation
- 4.3 Le secteur privé
- 4.4 Thème transversal - Égalité des sexes
- 4.5 Thème transversal - Environnement
- 4.6 Évaluation par l'ACDI des réalisations principales du Bangladesh

#### **5. COOPÉRATION CANADIENNE AU DÉVELOPPEMENT DU BANGLADESH**

- 5.1 Programme bilatéral de l'ACDI au Bangladesh
- 5.2 Principales réalisations du Canada au Bangladesh
- 5.3 Directions générales des programmes multilatéraux, des politiques et du partenariat canadien de l'ACDI
- 5.4 Autres donateurs clés au Bangladesh

### **PARTIE II : ORIENTATION STRATÉGIQUE**

#### **6. CADRE DE PROGRAMMATION-PAYS**

- 6.1 Considérations principales pour la programmation future au Bangladesh
- 6.2 But et objectifs du CPP

### **PARTIE III : STRATÉGIE DE MISE EN OEUVRE**

#### **7. STRATÉGIE DE MISE EN OEUVRE**

- 7.1 Secteurs de concentration
- 7.2 Résultats clés de l'Agence
- 7.3 Évaluation des risques

#### **8. CONCLUSION**

## **CADRE DE PROGRAMMATION-PAYS BANGLADESH 2003-2008**

### **INTRODUCTION**

En décembre 2002, la ministre de la Coopération internationale annonçait que neuf pays en développement avaient été ciblés pour recevoir de nouveaux investissements. Ces pays, qui comprennent le Bangladesh, ont prouvé leur capacité à utiliser l'aide efficacement pour réduire la pauvreté en s'engageant plus à fond à améliorer la gouvernance. Le Canada poursuit au Bangladesh un programme de coopération au développement depuis que ce pays a acquis son indépendance, en 1971. Le 1<sup>er</sup> janvier 2003, conformément à l'annonce faite en juin 2002 par le premier ministre au Sommet du G8 tenu à Kananaskis en Alberta, le Canada a supprimé les tarifs et les contingents imposés aux pays les moins avancés (PMA). Le Bangladesh en tirera profit plus que tout autre PMA puisqu'il s'agit du PMA qui exporte le plus de vêtements au Canada. L'accès au marché, l'un des éléments clés de la réduction de la pauvreté, renforce les efforts déployés par le Bangladesh pour tirer pleinement parti de ses avantages comparatifs.

Outre ces faits nouveaux sur le plan des politiques au Bangladesh, le nouveau cadre de programmation-pays (CPP) 2003-2008 orientera la programmation de l'ACDI pour les cinq prochaines années. Ce CPP est conforme à l'engagement du Canada à l'égard des Objectifs de développement du Millénaire (ODM) et des principes d'efficacité de l'aide énoncés dans le document *Le Canada contribue à un monde meilleur* (2002). Il tient également compte des priorités du cadre stratégique intérimaire de lutte contre la pauvreté pour le Bangladesh. Le Canada examinera ses domaines d'expertise et augmentera ses ressources pour les secteurs prioritaires qui seront moins nombreux que dans le CPP actuel. Il tentera de renforcer son partenariat avec le gouvernement du Bangladesh et la société civile du pays, et d'améliorer l'harmonisation et la coordination des interventions des donateurs.

### **PARTIE I : CONTEXTE ET ANALYSE**

#### **1. GÉNÉRALITÉS**

##### **1.1 Le pays**

Le Bangladesh est devenu un pays indépendant en 1971. Il est issu de la partie orientale du Pakistan, qui a obtenu son indépendance au cours de la partition des Indes britanniques en 1947. Les rapports entre les deux régions ont été tendus dès le début et, en 1970, une guerre d'indépendance a éclaté. En décembre 1971, le Bangladesh (anciennement le Pakistan oriental) a payé un lourd tribut en vies humaines, en bêtes à cornes et en récoltes perdues pour accéder à l'indépendance. Le Bangladesh est un pays musulman modéré (88 p. 100 de la population) au régime démocratique parlementaire fondé sur le suffrage universel. Des observateurs internationaux, dont des Canadiens, ont déclaré les élections parlementaires tenues en 1991, 1996, et 2001 libres et justes. Le pays est très présent dans les affaires internationales, et il fait partie des États qui fournissent le plus d'effectifs aux missions de maintien de la paix des Nations Unies.

Avec une population de plus de 130 millions d'habitants, le Bangladesh est le plus peuplé des 49 PMA et l'un des pays les plus pauvres et les plus densément peuplés du monde. Des inondations à grande échelle se produisent chaque année, entraînant la perte des propriétés et des récoltes; le pays connaît également des cyclones, peu fréquents, mais dévastateurs, et des raz-de-marée. En dépit d'énormes difficultés, le Bangladesh a presque atteint l'autosuffisance en 2000 quant à la production de riz, mais il lui reste toutefois à relever le défi d'assurer l'entière sécurité alimentaire des personnes qui vivent dans une extrême pauvreté. La macro-économie s'est stabilisée, la gestion des finances est saine et les exportations ont augmenté, le secteur du prêt-à-porter en tête. Le taux de croissance moyen du PIB réel est de 5 % depuis douze ans. Le taux de croissance du revenu par habitant de 3,3 % enregistré au Bangladesh dans les années 1990 était supérieur à la moyenne enregistrée dans d'autres PMA (1 %). Le taux de pauvreté a baissé, pour passer de 59 % en 1991 à 50 % en 2001. Bien que la pauvreté ait baissé, la moitié de la population vit sous le seuil de la pauvreté. Selon les données du Rapport mondial sur le développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) de 2003, 36 % de la population survit avec l'équivalent d'un dollar américain par jour.

Les progrès réalisés par le Bangladesh sont largement attribuables au grand dynamisme de sa société civile. Le pays compte la collectivité d'ONG la plus importante et la plus active du monde. Ces dernières fournissent des services de micro financement, d'éducation et de santé à des millions de ménages pauvres, en particulier aux femmes. La presse est jeune, libre et s'exprime ouvertement. En 2001, la récession économique mondiale et les attentats du 11 septembre ont perturbé l'économie du Bangladesh, faisant chuter son taux de croissance annuel du PIB à 4,4 % en 2002. La courte guerre en Iraq, en 2003, n'a pas eu de répercussion sur l'économie, notamment sur l'argent envoyé par les travailleurs à l'étranger et les prix du pétrole. La situation s'est améliorée depuis, et l'on prévoit un taux de croissance de 5,2 % en 2003.

## 1.2 Relations multilatérales

Le Bangladesh est devenu membre de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et de tous ses organismes affiliés en 1974. Il a été élu à deux reprises au Conseil de sécurité de l'ONU, en 1978 et en 2000. Le Bangladesh est membre du Commonwealth et joue un rôle de premier plan dans les organisations régionales et internationales regroupant les pays en développement. Il a fondé l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR) et est membre du Mouvement des pays non alignés et de l'Organisation de la Conférence islamique. Membre fondateur de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le Bangladesh est le coordonnateur des PMA dans les négociations de l'OMC. Il demeure résolument non aligné sur la scène politique internationale et, ces dernières années, est l'un des pays les plus actifs au sein des missions de maintien de la paix de l'ONU.

## 1.3 Relations avec le Canada

Le Canada est l'un des premiers pays à reconnaître l'indépendance du Bangladesh, en 1972. Il entretient depuis d'excellents rapports avec ce pays, au Commonwealth, aux Nations Unies (ONU) et dans le cadre

### Données sur le pays (2001-2002)

**Superficie totale** : 144 000 km<sup>2</sup>  
**Population totale**: plus de 130 millions d'habitants  
**Population de moins de 18 ans** : 62 millions  
**PIB par habitant** : 370 \$US  
**Capitale** : Dhaka  
**PIB** : 48 milliards \$US  
**Croissance du PIB** : 4,8 %  
**APD** : 1,25 milliard \$US (2,5 % du PIB)  
**Inflation** : 2,4 %  
**Dépenses par rapport au ratio du PIB** : 14 %  
**Impôt par rapport au PIB** : 12,4 %  
**Déficit financier** : 4,4 %  
**Réserve de devises** : 1,7 milliard \$US  
**Dettes** : 17 milliards \$US (33 % du PIB)  
**Ratio du service de la dette** : 6,5 %  
**Devises** : 1 \$CAN = 38 taka  
**Croissance démographique** : 1,48 %  
**Espérance de vie** : 60,5 ans (Femmes : 60,9; Hommes : 60,1)  
**Taux d'alphabétisation** : 40,6 % selon le PNUD 2003; 65 % selon l'Étude économique du Bangladesh  
**Mortalité infantile** : 54 sur 1000  
**Mortalité des enfants de moins de 5 ans** : 82 sur 1000  
**Mortalité maternelle** : 350 sur 100 000  
**Indice de développement humain moyen** : de 139 sur 175 (2003)  
**Indicateur sexospécifique de développement humain-rang** : 112 sur 144 (2003)  
 Source : PNUD, Banque mondiale, Bureau de la statistique du Bangladesh

des opérations internationales de maintien de la paix. Depuis 1978, le Canada a effacé la dette bangladaise de 17,9 millions \$CAN en aide publique au développement. Les relations bilatérales prennent de multiples dimensions. En décembre 2002, le Canada a ajouté le Bangladesh à la liste des « pays de concentration », renforçant ainsi sa coopération au développement dans ce pays. En outre, le Canada intensifie ses échanges avec le Bangladesh depuis qu'il a accordé l'accès en franchise de droits et hors quota aux produits de ce pays, en janvier 2003. Enfin, les Canadiens d'origine bangladaise forment une communauté importante d'environ 45 000 personnes, dont 27 000 vivent à Toronto, 13 000 à Montréal, 3 000 à Vancouver et 2 000 à Ottawa.

Lors de l'élection d'octobre 2001, le Canada a envoyé une délégation de six personnes venues du Canada et du haut-commissariat du Canada à Dhaka pour participer aux équipes d'observation internationale des élections. Le haut-commissaire du Canada a présidé le « Groupe du mardi » en 2001-2002. Ce groupe informel réunit des chefs de mission d'Europe, d'Amérique du Nord, du Japon et d'Australie. Tout au long du processus électoral en 2001, le Groupe s'est réuni avec le gouvernement transitoire, la commission électorale, les principaux partis politiques du Bangladesh et les médias afin de faire valoir l'importance de la démocratie pour la tenue d'élections libres et justes. Le Groupe du mardi s'est valu de nombreux éloges pour ses efforts et il a été encouragé à poursuivre ses activités à l'appui de la démocratie au Bangladesh.

## **2. TENDANCES MACRO-ÉCONOMIQUES**

La situation macro-économique s'est stabilisée au cours des deux dernières années. Le gouvernement du Bangladesh a amélioré l'équilibre budgétaire en réduisant les dépenses publiques, en adaptant les prix des services publics, en augmentant les recettes fiscales et en améliorant le taux de recouvrement de l'impôt, qui est passé de 8,5 % en 2000 à 12,4 % en 2003. Le déficit budgétaire, qui était de 6 % au cours de la dernière décennie, a été ramené à 4,7 % en 2001-2002 puis à 4,2 % en 2002-2003. La dette extérieure totale du Bangladesh devrait se chiffrer à 17 milliards \$US d'ici la fin de juin 2003 (33 % du PIB). Vu les conditions de faveur accordées pour son remboursement, la dette en valeur réelle représente environ 20 % du PIB, tandis que le ratio du service de la dette demeure relativement bas, à 6,5 %. Comparativement à la plupart des PMA, le Bangladesh ne figure pas parmi les pays pauvres très endettés (PPTÉ). La gestion des taux de change est plus souple, et le gouvernement a laissé flotter la devise locale, le taka, depuis mai 2003. L'inflation a fléchi passant de 3,9 % en 1999-2000 à 2,4 % en 2001-2002. La croissance économique a été particulièrement forte dans le secteur industriel qui représentait 26 % du PIB. Le secteur des services représentait 49 % du PIB, tandis que l'agriculture a décliné pour passer de 54 % du PIB en 1971 à 25 % au début des années 2000.

La réglementation commerciale au Bangladesh est l'une des plus libérales des pays de l'Asie méridionale. Dans les années 1990, le pays a enregistré un taux de croissance remarquable par suite d'un certain nombre de réformes entreprises au début de la décennie, dont la libéralisation du commerce extérieur et l'avènement d'une économie de marché. Par exemple, le nombre de tarifs est passé de 17 à seulement 4. Le taux de droit de douane le plus élevé est passé de 350 % en 1991 à 32,5 % en 2002. En revanche, les droits de douane devront être rationalisés davantage parce qu'ils demeurent supérieurs à ceux des pays concurrents en Asie du Sud-est comme l'Indonésie, la Malaisie et la Thaïlande.

L'augmentation de virements de particuliers en provenance de l'étranger a permis de maintenir les réserves de devises étrangères. Plus de 2 millions de Bangladais ont migré principalement au Moyen-Orient et, plus récemment, en Malaisie et à Singapour. L'argent envoyé par les travailleurs à leurs familles a augmenté au cours des dix dernières années pour passer de 848 millions \$US en 1992 à 2,6 milliards \$US en 2002 (soit le double de l'aide étrangère totale qui se chiffre à 1,25 milliard \$US). La balance des paiements s'est améliorée dans les années 1990, les réserves de devises étrangères atteignant les 3 milliards \$US (soit l'équivalent de 7 mois d'importations) en 1994. En raison des déficits courants réguliers depuis 1995, les réserves de devises étrangères ont baissé en 2001 pour passer à 1 milliard \$US (l'équivalent de 2 mois d'importations). L'argent envoyé de l'étranger en 2002 leur a permis de regagner le terrain perdu pour atteindre 1,79 milliard \$US, ce qui suffit à financer environ deux mois d'importations de marchandises.

### 3. CADRE STRATÉGIQUE INTÉRIMAIRE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ (CSLP-I)

En mars 2003, le Bangladesh a publié un CSLP-I sous le titre *Stratégie nationale pour la croissance économique, la réduction de la pauvreté et le développement social*. Vingt-et-une réunions consultatives auxquelles ont participé plus de 1000 chefs et représentants de groupes ont été organisées. Ces consultations ont été menées auprès des personnes pauvres, de groupes de la société civile, de représentants des administrations locales et des donateurs. Le Canada a participé activement aux discussions avec le gouvernement lors de l'élaboration du CSLP-I. Celui-ci peut-être consulté sur le site Web du gouvernement. Un cadre stratégique complet de lutte contre la pauvreté devrait être rendu public en 2004-2005.

Les progrès réalisés en matière de lutte contre la pauvreté et de développement social (éducation, nutrition de l'enfant, égalité des sexes dans le secteur de l'éducation) ont été considérables au cours des vingt dernières années. Toutefois, les consultations sur le CSLP-I ont également mis en évidence l'étendue des faiblesses : absence d'infrastructure physique; manque d'ordre public; absence d'administrations locales efficaces et de décentralisation; et manque de démocratisation des processus politiques. Les consultations sur le CSLP-I ont également fait ressortir d'importantes faiblesses dans la prestation et la qualité des services d'éducation, de santé et des services publics. Les participants des régions rurales se sont dits préoccupés des coûts cachés de l'inscription aux écoles primaires et de la faible qualité de l'éducation. En ce qui concerne les services de santé, les préoccupations portent sur la mauvaise qualité des tests pathologiques, le manque de réceptivité aux besoins des patientes et la hausse des coûts cachés des services publics.

La **réduction de la pauvreté** est l'objectif fondamental du CSLP-I. Cinq principaux moyens d'atteindre les Objectifs de développement pour le Millénaire (ODM) sont énoncés dans le cadre stratégique de lutte contre la pauvreté :

1. la **croissance économique favorable aux pauvres** pour accroître le revenu et l'emploi des pauvres;
2. le **développement humain** des pauvres, pour améliorer leurs capacités au moyen d'interventions dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de la nutrition et dans le secteur social;
3. la **promotion de la femme** et la réduction du fossé entre les sexes en matière de développement;
4. des **mesures de protection sociale** pour les pauvres en regard des chocs de revenu/consommation prévus et imprévus au moyen d'efforts ciblés et autres types d'interventions;
5. la **gouvernance participative** pour renforcer la représentation des pauvres et améliorer les aspects non matériels du bien-être (sécurité, pouvoir et inclusion sociale).

Pour parvenir à une forte croissance économique favorable aux pauvres, le gouvernement a donné la priorité aux petites et moyennes industries qui offrent aux pauvres les débouchés les plus stables et des salaires plus élevés, notamment l'agro-alimentaire, la technologie de l'information et les exportations. En ce qui concerne la gestion des catastrophes, on privilégiera plutôt la gestion de la vulnérabilité plutôt que l'apport de secours et la remise en état. Le développement humain, principalement dans les domaines de la santé et de l'éducation, constitue une autre priorité. Le programme du secteur de la santé sera remanié pour cibler de nouveaux domaines, notamment les soins d'urgence, les problèmes majeurs de santé publique (virus de la dengue, contamination de l'eau par l'arsenic) et un meilleur accès à des services de santé de bonne qualité pour les pauvres. Le secteur de l'éducation s'est donné comme principal objectif d'accorder une attention spéciale à la qualité de l'éducation primaire, y compris l'amélioration qualitative de la formation technique et professionnelle.

### 4. LES GRANDS DÉFIS DU BANGLADESH EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT

#### 4.1 Droits de la personne, démocratisation et gouvernance

Le Bangladesh est une démocratie parlementaire, mais son Parlement est en grande partie dysfonctionnel. Il y a un manque de volonté politique de faire en sorte que les institutions représentatives fonctionnent efficacement. Les relations entre les deux principaux partis politiques demeurent orageuses. Le Bangladesh a besoin d'un gouvernement où les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire sont plus

indépendants dans le cadre d'un système de poids et de contrepoids afin de garantir les droits de la personne et les libertés politiques. Le gouvernement a commencé à séparer le pouvoir législatif de l'exécutif mais ce processus complexe prendra plusieurs années.

Pour ce qui est de l'ordre public, la situation se détériore alors que les manifestations se multiplient depuis les dernières années pour dénoncer la montée du chômage, le crime organisé et les insuffisances du système judiciaire. La réponse inefficace de la police, du service des poursuites et des tribunaux contre la violence infligée aux femmes sous forme de meurtres et d'agressions à l'acide est une dimension particulièrement inquiétante du phénomène. Le Parlement a adopté la Loi sur le contrôle de l'acide en 2002. Le gouvernement a récemment abrogé la Loi sur la sécurité publique pour lutter contre le harcèlement en public. Il a également promulgué des lois et ordonnances pour permettre aux autorités de police de faire leur possible pour améliorer la situation.

L'un des principaux obstacles à la croissance dans l'équité est la mauvaise gouvernance, dont l'un des symptômes est la corruption. Le fait est que la corruption sévit dans bien des pays du monde mais, selon l'Index des Perceptions de la Corruption de Transparency International qui a étudié plus de 100 pays, le Bangladesh se classe bon dernier depuis plusieurs années consécutives. En juillet 2003, le gouvernement a déposé devant le Parlement un projet de loi contre la corruption. La nouvelle loi, qui est considérée comme une preuve tangible de la volonté du gouvernement de remédier au problème, devrait entrer en vigueur l'an prochain. L'accès à la justice, l'administration équitable de la justice et la discrimination envers les femmes dans l'administration de la justice sont des questions qui exigent l'attention du gouvernement. Le Parlement a récemment adopté une loi instituant un tribunal pour le traitement accéléré des causes.

## **4.2 Développement social**

### **4.2.1 Secteur de la santé**

Le Bangladesh déployé des efforts considérables pour ralentir la croissance démographique : le taux de croissance est passé de 2,9 % au milieu des années 1970 à 1,48 % pendant les années 1990, contre 1,8 % en Inde et 2,5 % au Pakistan. Il a continué de baisser pour atteindre 1,5 % en 2001. À ce rythme, le Bangladesh, qui compte actuellement plus de 130 millions d'habitants, devrait avoir une population dépassant les 165 millions d'habitants d'ici 2015. Le taux d'utilisation des contraceptifs est passé de 25 % en 1988 à 54 % en 2000, une réussite exceptionnelle. L'indice de fécondité cumulée a chuté, passant de 6,3 enfants par femme en 1975 à 3,1 au 2000; le Bangladesh devance ainsi bien d'autres pays à faible revenu, à commencer par le Pakistan et le Népal. Il s'agit d'une réussite majeure en matière de gestion de la population et de la santé. Toutefois l'indice de fertilité cumulée a cessé de décliner ces dernières années.

Les progrès accomplis par le Bangladesh en matière de réduction de la mortalité des enfants de moins d'un an et de moins de cinq ans sont parmi les plus rapides du monde en développement. Le taux de mortalité infantile, qui est passé de 153 décès pour 1000 naissances vivantes en 1975 à 62 en 2000, est inférieur à celui de l'Inde, du Pakistan et du Népal. Le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans a chuté également pour passer de 250 à 82 décès pour 1000 naissances pendant la même période. En revanche, dans le groupe d'âge de un an à quatre ans, le taux de mortalité est plus élevé chez les filles d'un tiers par rapport aux garçons. Les enquêtes annuelles sur la vaccination révèlent une tendance régulière à la hausse depuis les dix dernières années, qui fait que le Bangladesh devance l'Inde et le Pakistan. La Banque mondiale estime que, si les tendances actuelles se maintiennent, le Bangladesh et les Maldives seront les seuls pays d'Asie méridionale à atteindre l'ODM relatif aux taux de mortalité des enfants de moins d'un an et de moins de cinq ans.

Le Bangladesh a toujours des taux de malnutrition très élevés, particulièrement chez les filles, en dépit des améliorations apportées depuis dix ans. Plus de 50 % des enfants ont un poids inférieur à la norme. Les filles souffrent davantage de malnutrition que les garçons. Le problème est particulièrement préoccupant chez les femmes enceintes et les mères, la malnutrition nuisant non seulement à leur propre santé mais également à la croissance de leurs jeunes enfants. Ces problèmes de croissance sont

particulièrement graves au Bangladesh, et se comparent à ceux de la Corée du Nord, du Bhoutan et du Cambodge. Les filles sont plus susceptibles que les garçons de souffrir de malnutrition et le fossé entre les deux sexes s'est creusé ces dernières années.

Des enquêtes révèlent une hausse régulière de l'espérance de vie chez les femmes, mais le taux de mortalité maternelle demeure élevé. Au cours des dernières décennies, l'espérance de vie était inférieure chez les femmes par rapport aux hommes, contrairement à la plupart des autres pays en développement. Le fossé se comble, cependant, et les chiffres présentés dans le Rapport sur le développement humain du PNUD pour 2003 indiquent que la tendance s'est inversée : l'espérance de vie des femmes est maintenant légèrement supérieure à celle des hommes (60,9 ans contre 60,1 ans). Il reste encore des inégalités entre les sexes relativement à la nutrition et la santé. Le taux de mortalité maternelle dû à la grossesse et à l'accouchement demeure élevé même s'il est passé de 470 décès pour 100 000 naissances vivantes en 1991 à 350 en 2001.

La qualité des services de santé exige beaucoup d'attention. Les principales préoccupations en la matière résident dans le niveau des coûts cachés de services gouvernementaux, l'absentéisme du personnel et l'insuffisance du matériel et des installations. Le Bangladesh devrait profiter d'une occasion unique pour éviter que le VIH/sida ne se répande à l'échelle du pays. La prévalence du VIH est relativement faible, mais il est fort probable que les cas d'infection ne soient pas tous déclarés dans la plupart des collectivités urbaines et rurales. Il faut agir vite et bien pour éduquer la population et changer les comportements.

#### **4.2.2 Secteur de l'éducation**

Le taux d'alphabétisation national s'améliore, mais l'illettrisme des adultes demeure un obstacle tant pour la productivité et que pour la participation au processus démocratique. Le taux d'alphabétisation s'améliore nettement depuis 1981 (65 % selon l'Étude économique du Bangladesh, 2003; 40,6 % selon le Rapport mondial sur le développement humain du PNUD, 2003). Le taux d'illettrisme est beaucoup plus élevé chez les femmes, et plus élevé aussi dans les zones rurales que dans les villes. Ces disparités sont moins prononcées chez les jeunes que chez les adultes, ce qui est prometteur pour l'avenir, mais elles n'en sont pas moins significatives. D'où la nécessité de continuer d'y prêter attention de même qu'aux niveaux d'alphabétisation.

Au chapitre de l'éducation primaire, le Bangladesh a fait des progrès remarquables. Il devance largement la plupart des pays d'Asie méridionale et devrait atteindre bientôt l'ODM relatif à l'éducation de base pour tous et à l'élimination des disparités entre les sexes à cet égard. L'accroissement des allocations budgétaires a permis de faire des progrès importants pour combler le fossé entre les sexes quant au nombre d'élèves inscrits aux niveaux primaire et secondaire de premier cycle. Le taux brut de scolarisation primaire est passé de 59 % en 1982 à 96 % en 1999. La proportion de filles inscrites au niveau primaire est passée de 37 % en 1982 à la parité ou presque avec les garçons, soit 49 % en 1999. Toutefois, le taux de décrochage demeure élevé, à plus de 40 %. Les programmes gouvernementaux comme celui des allocations versées pour les filles contribuent beaucoup à la scolarisation et à la qualité de l'éducation, mais les filles n'en demeurent pas moins sous-représentées aux niveaux secondaires plus élevés.

La qualité de l'éducation demeure un problème de taille. Des études révèlent que près du tiers des enfants quittent le primaire sans avoir acquis les compétences de base. Pour améliorer la situation, il faudrait de toute urgence donner des cours de perfectionnement aux enseignants, en embaucher davantage et ouvrir des salles de classe pour faire baisser le nombre d'élèves par classe, et mettre à la disposition de ces derniers livres et matériel didactique - ressources qui sont actuellement limitées, voire inexistantes dans bien des écoles. Une question relative à la qualité des programmes d'études est celle de la mesure dans laquelle ils peuvent favoriser chez les élèves un changement d'attitude, et non un renforcement des perceptions traditionnelles, au sujet des droits et des rôles respectifs des hommes et des femmes.

#### **4.3 Le secteur privé**

Le Bangladesh mise avant tout sur l'industrie du prêt-à-porter, qui représente environ 60 % de la production nationale, mais qui n'a pas la capacité voulue pour fabriquer des produits à haute valeur ajoutée. L'extinction progressive de l'Arrangement multifibres, qui a assuré la protection de l'industrie du textile et du vêtement, coïncidera avec l'intégration de ce secteur dans les échanges mondiaux régis par l'OMC, en 2005. Le Bangladesh bénéficiera d'une plus grande diversification de sa base d'exportation et de ses marchés étrangers. Les améliorations technologiques, des niveaux de compétence accrus et une meilleure qualité de production seront des conditions déterminantes de la compétitivité de l'industrie du prêt-à-porter sur les marchés mondiaux. Une infrastructure matérielle développée (ports, routes) ainsi qu'un système politique et de justice renforcé seront également nécessaires.

Les petites et moyennes entreprises (PME) contribuent d'une manière importante à la création d'emplois et à la croissance de l'industrie manufacturière. Il y a environ 27 000 moyennes entreprises et 150 000 petites entreprises dont la plupart appartiennent à des femmes. Les PME sont autant de liens vitaux avec les entreprises plus importantes, particulièrement dans le secteur des exportations à forte croissance, et font partie intégrante des activités essentielles, tant dans les campagnes que dans les villes. Toutefois, les problèmes sont nombreux - manque de capitaux, accès limité au crédit institutionnel, retard en matière de technologies de l'information et des communications, gestion organisationnelle insuffisante.

#### **4.4 Thème transversal : l'égalité des sexes**

On note des améliorations relativement à l'égalité des sexes, notamment en ce qui a trait à l'accès des femmes au micro financement, à l'éducation et à la représentation politique. On reconnaît de plus en plus la contribution des femmes au bien-être de la famille et à la croissance économique, que ce soit par le travail ménager, par le revenu qu'elles tirent de leurs activités sur le marché et de leur emploi. L'industrie du prêt-à-porter, en particulier, dépend beaucoup de la main-d'oeuvre féminine, qui représente 80 % de son effectif total. Le gouvernement et les principales ONG ont pris des mesures pour rendre accessibles aux femmes les ressources et les services dont elles ont besoin pour accroître la productivité et les revenus, et pour réduire les disparités entre les sexes, notamment en matière d'éducation. En 2003, l'Indicateur sexospécifique du développement humain du PNUD place le Bangladesh au 112<sup>e</sup> rang parmi 144 pays (entre l'Inde en 103<sup>e</sup> position et le Pakistan en 120<sup>e</sup> position), progression remarquable par rapport à la 121<sup>e</sup> position obtenue l'année précédente.

L'inégalité des sexes, toutefois, demeure un défi de taille en matière de développement. Il y a des disparités entre les sexes dans bien des domaines - éducation, alphabétisation, état de santé et accès aux soins de santé, propriété des actifs et revenu. La discrimination envers les femmes découlant du système juridique, des coutumes et des pratiques institutionnalisées, des inégalités entre les sexes dans les foyers et dans la collectivité sont autant d'obstacles à la liberté et au bien-être des femmes, qui les empêchent de contribuer pleinement au bien-être familial et au développement national. Les droits des femmes à l'égalité et à la discrimination à rebours sont énoncés dans la Constitution, et ont été réaffirmés lors de l'adoption de la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW). Il reste, toutefois, d'importantes disparités entre les sexes relativement aux droits en matière de mariage, de divorce, de garde et de succession. En outre, l'application des lois protégeant les droits des femmes et la connaissance de ces droits laissent à désirer.

Les femmes (et les hommes) ont les mêmes préoccupations : avoir un emploi régulier, un revenu raisonnable et un lieu de travail sûr. Il importe de remédier aux disparités existant entre les sexes en matière de revenu et d'accès aux ressources afin de renforcer la position économique des femmes ainsi que leur capacité de contribuer au bien-être de leurs familles. La prestation de services sociaux adéquats (soins de santé, distribution d'eau, transports, services aux enfants) est particulièrement importante pour les femmes et pour l'égalité des sexes en ce sens que ces services réduisent le travail ménager non rémunéré et donnent aux femmes de meilleures possibilités de gagner un revenu, ce qui réduit le fossé entre les sexes.

#### **4.5 Thème transversal : l'environnement**

Les catastrophes naturelles au Bangladesh devraient croître en fréquence et en intensité sous l'effet du changement climatique. Les variations de température qu'il provoque influent sur la fonte des neiges au sommet de l'Himalaya, ce qui ne manquera pas d'entraîner des changements dans le réseau hydrographique de la région. D'ici 2030, une partie supplémentaire du territoire national (14,3 %) sera extrêmement exposée au risque d'inondations, tandis que les secteurs déjà exposés le seront encore plus. Le pays sera également plus exposé au risque de sécheresse en raison d'une pluviosité réduite pendant la saison sèche. Des études sur l'effet du réchauffement des océans indiquent que la hausse du niveau de la mer entraînera un accroissement de l'intensité des cyclones.

L'augmentation de la population représente l'une des principales menaces qui pèsent sur les ressources naturelles. Le Bangladesh est l'un des pays les plus densément peuplés au monde : 950 personnes au kilomètre carré. On estime que la population atteindra les 165 millions d'ici 2015, ce qui fera grimper la densité. Les effets de la croissance démographique se traduisent par une hausse de la pollution, l'exploitation excessive des ressources en eau, la déforestation, la dégradation des sols et la gravité des catastrophes naturelles.

La présence d'arsenic dans l'eau constitue un sérieux problème de santé publique, dans les régions rurales en particulier. Les statistiques indiquent que 97 % de la population a accès à des sources d'eau améliorées, principalement les puits tubés à commande manuelle - que l'on considérait comme étant une solution de remplacement sécuritaire aux sources d'eau de surface contaminées. Toutefois, il a récemment été établi qu'une proportion élevée de ces puits tubés étaient contaminés à l'arsenic provenant de causes naturelles. Une enquête menée en 1998 dans 41 districts a révélé que plus de 20 millions de gens boivent de l'eau dont la teneur en arsenic est supérieure à la limite prescrite par le gouvernement. L'Organisation mondiale de la santé a qualifié ce problème de contamination à l'arsenic de « situation d'urgence en santé publique ».

#### **4.6 Évaluation par l'ACDI des principales réalisations du Bangladesh**

**Lutte contre la pauvreté** - Le Bangladesh a beaucoup progressé sur bien des fronts dans la lutte contre la pauvreté. Le taux de pauvreté du pays a fléchi de 1991 à 2001 pour atteindre le niveau honorable de 9 %, cette baisse touchant autant les villes que les campagnes et toutes les catégories de pauvres, même les plus démunis. Toutefois, la moitié de la population vit encore en dessous du seuil de la pauvreté. Les pauvres sont principalement des femmes sans soutien familial et les gens sans terre, qui sont cantonnés essentiellement dans des emplois physiquement exigeants et mal rémunérés. Le Bangladesh est au troisième rang (derrière l'Inde et la Chine) quant à la concentration de personnes vivant dans la pauvreté dans un même pays.

**Gouvernement démocratique** - En 1990, les grèves et les manifestations se sont intensifiées, forçant le gouvernement à confier les rênes du pouvoir à un gouvernement de transition, qui a organisé la première élection démocratique du Bangladesh, en février 1991. Les élections législatives successives de 1996 et 2001, bien que marquées par la violence, ont été jugées libres et justes par une équipe internationale d'observateurs où était représenté le Canada. Les tensions politiques ambiantes ont toutefois perturbé le fonctionnement du régime parlementaire au Bangladesh.

**Croissance des exportations** - Grâce à la libéralisation des échanges et à l'adoption de politiques axées sur le marché au début des années 1990, l'industrie du vêtement a connu une croissance extraordinaire, permettant ainsi au Bangladesh de satisfaire aux exigences d'un marché mondial très compétitif. Ce secteur représente 60 % de la production manufacturière, et il constitue une source importante d'emplois pour les femmes, qui représentent la majorité de la main-d'oeuvre. Le Bangladesh doit de toute urgence diversifier sa gamme de produits d'exportation et ses débouchés extérieurs avant de pouvoir intégrer entièrement son industrie du textile et du vêtement dans le régime commercial mondial de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) au début de 2005. La préparation requise pour affronter une concurrence accrue et surmonter les pertes d'emplois, particulièrement pour les femmes, constituera un défi de taille.

**Moins de dépendance de l'aide étrangère** - Le Bangladesh dépend moins de l'aide étrangère depuis quelques années : l'APD en pourcentage du PNB est passée de 9,4 % en 1990 à 7 % en 1995, puis à 2,5 % (1,25 milliard \$US) en 2002. Le gouvernement augmente graduellement sa part des dépenses de

développement, qui atteint maintenant 55 %, les 45 % restant étant financés par l'aide étrangère. Cela est dû à une forte prise en charge locale et à la volonté grandissante du régime démocratique en place de s'attaquer à la question du développement.

**Baisse de la croissance démographique** - Le Bangladesh investit toujours davantage dans la santé et a accompli l'exploit extraordinaire qui consistait à ralentir la croissance démographique, qui est passée de 3 % en 1975 à 1,48 % en 2000, le plus bas niveau jamais atteint dans les pays en développement. Le taux de croissance démographique a baissé non seulement dans les couches sociales à faible revenu, mais également dans celles où le niveau d'alphabétisation est peu élevé. La priorité accordée actuellement à l'amélioration du système éducatif, en particulier au profit des filles, et à la santé des adolescents se traduira par de nouvelles possibilités de réduire encore le taux de fécondité.

**Développement humain** - Le développement humain est une priorité, à commencer par la santé et l'éducation. Les données du PNUD pour 2003 indiquent que les dépenses publiques pour la santé exprimées en pourcentage du PIB ont augmenté, passant de 0,7 % en 1990 à 1,4 % en 2000, et pour l'éducation, de 1,5 % à 2,5 % pendant la même période. Pour la première fois en 2003, le Bangladesh figure parmi les pays classés « moyens » relativement au développement humain (139<sup>e</sup> rang sur 175). Le pays était classé « bas » en 2002 (145<sup>e</sup> rang sur 173). Même si les dépenses relatives à la santé et à l'éducation demeurent peu élevées comparativement à d'autres pays de la région, l'accroissement des dépenses dans ces secteurs témoigne d'un engagement politique manifeste.

**Environnement/Gestion de l'eau** - Le Bangladesh a bien progressé dans la prévention des catastrophes naturelles comme en témoignent les dégâts moindres causés par les inondations de 1998 comparativement aux précédentes. De grandes quantités de ressources publiques ont été affectées à la gestion de l'eau, aux travaux publics d'urgence, à la protection contre les inondations, aux abris anticyclone et aux stocks de vivres. La veille météorologique et les systèmes d'alerte rapide ont été renforcés, et un système d'information amélioré a été mis en place. La multiplication des infrastructures défensives comme les endiguements le long des côtes et des cours d'eau contribue également à atténuer les effets des catastrophes naturelles. Il reste que les collectivités pauvres sont souvent les premières victimes des catastrophes naturelles. Les fortes concentrations d'arsenic dans les eaux souterraines constituent toujours un problème de taille pour la santé publique.

**Autosuffisance en riz** - Le Bangladesh, pays souffrant d'une pénurie de vivres chronique, a presque réussi en 2000 à assurer son autosuffisance en riz (avec une production de 27 millions de tonnes), mais sans pouvoir encore garantir la pleine sécurité alimentaire aux plus pauvres. Les progrès réalisés pour assurer l'autosuffisance céréalière sont dus à la croissance de la production de riz, à la diffusion d'une technologie favorable aux variétés à haut rendement, aux subventions destinées aux facteurs de production agricole et à la régularisation des eaux. Les méthodes modernes d'irrigation comme les pompes et les puits tubulaires ont progressivement remplacé les méthodes traditionnelles.

**La révolution du micro financement** - Dans les années 1980, la banque Grameen lançait une révolution majeure en faveur des pauvres : celle du micro financement. Son modèle de micro financement axé sur le prêt collectif a été imité partout au Bangladesh et dans 58 autres pays. En 2002, on comptait 15 millions de bénéficiaires de micro financement, principalement des femmes pauvres, qui ont recours à des services d'épargne et de crédit. Au milieu des années 1990, les programmes de micro financement de plusieurs grandes ONG sont devenus autosuffisants. Les organisations gouvernementales ont lancé avec succès des programmes de micro financement. Celui de la Fondation Palli Daridro Bimochon, ou Fondation pour l'élimination de la pauvreté en milieu rural, qui est financé par l'ACDI (67 millions de dollars), est le plus important du secteur parapublic. Les répercussions sociales du micro financement semblent être encore plus importantes à l'appui des objectifs à atteindre dans les domaines de l'égalité entre les sexes, des droits des femmes, de l'alphabétisation des adultes, et de l'amélioration de la santé et de l'éducation.

**Renforcement du pouvoir social** - Les ONG ont progressé relativement à certains aspects de la mobilisation sociale. La hausse significative du taux de participation aux élections locales en 1996 (74 %, contre 55 % en 1990), et l'augmentation du nombre de femmes élues dans les administrations

municipales sont en bonne partie dues à l'éducation civique des électeurs et à l'appui des candidats fournis par les ONG. En outre, la présence des femmes dans les ONG est liée à leur rôle accru au sein de la famille et à l'amélioration de leur statut social dans leur village. Les ONG représentent l'un des seuls moyens dont disposent les pauvres et les groupes marginalisés de dialoguer avec le gouvernement au sujet de leurs besoins.

## 5. COOPÉRATION CANADIENNE AU DÉVELOPPEMENT DU BANGLADESH

### 5.1 Le programme bilatéral de l'ACDI au Bangladesh

Depuis les années 1980, le Bangladesh est le pays qui reçoit le plus d'APD canadienne. Pour ce qui est des montants versés par les donateurs bilatéraux au cours des 30 dernières années, le Canada se classe au troisième rang (1,8 milliard \$US, aide bilatérale : 1,95 million \$CAN) après le Japon (6 milliards \$US) et les États-Unis (3,3 milliards \$US). Selon le Comité d'aide au développement de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (CAD de l'OCDE), en l'an 2000, le Canada se classait au sixième rang parmi les donateurs bilatéraux. En 2002-2003, le budget affecté au programme bilatéral de l'ACDI s'élevait à 35,8 millions \$. Comme le Bangladesh figure maintenant parmi les « pays de concentration », dépendamment de la disponibilité des ressources, on prévoit que le Canada doublera le budget affecté au programme bilatéral dans ce pays au cours des cinq prochaines années (pour passer à 60-70 millions \$ en 2007-08), ce qui placerait notre pays parmi les quatre principaux donateurs bilatéraux au Bangladesh, après le Japon, le Royaume-Uni et les États-Unis.

#### Les dix premiers donateurs multilatéraux et bilatéraux durant l'année civile 2000 (en millions \$US)

1. AID/Banque mondiale	385	2. Japon	254
3. Banque asiatique de développement (BAsD)	267	4. États-Unis	110
		5. Royaume-Uni	104
6. Commission européenne (CE)	66	7. Allemagne	42
		8. Danemark	38
		9. <b>Canada</b>	<b>34</b>
<i>*Source: CAD de l'OCDE</i>		10. Pays-Bas	34

Dans les années 1970, le programme de l'ACDI au Bangladesh était axé sur la reconstruction et la remise en état. Le Canada fournissait alors de l'équipement (locomotives, rails de chemin de fer, puits tubés) et de l'assistance technique (réparation de locomotives, remise en état du réseau électrique). Dans les années 1980, l'ACDI a commencé à appuyer l'agriculture et le développement rural, où les besoins étaient importants. Parmi les activités mises en œuvre, mentionnons l'irrigation, la gestion de l'eau, la recherche agronomique et la diversification de l'agriculture, les projets d'infrastructure. L'Agence a également soutenu les programmes de micro financement des ONG et du gouvernement qui ont aidé des millions de femmes pauvres à entreprendre des activités génératrices de revenu.

La réduction de l'APD canadienne dans les années 1990 et les leçons retenues au sujet de l'efficacité de l'aide a entraîné un changement de cap, des grands programmes au développement social et à la gouvernance. Le CPP de 1991 mettait en relief plusieurs contraintes, dont le manque de personnel dûment formé et compétent, et le faible niveau des dépenses publiques dans le secteur social. Le renforcement des institutions était donc une condition préalable à l'élaboration de politiques. On a mis fin graduellement aux projets d'infrastructure rurale dans le cadre du programme de l'ACDI au Bangladesh,

au profit du renforcement des capacités institutionnelles, de l'environnement politique et du développement humain.

### Montants versés par le Canada au Bangladesh en millions \$CAN (exercices 1999-2003)

	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003
<b>Aide bilatérale</b>	36.92	34.47	35.55	34.34	36.88	35.87
<b>Partenariats</b>	2.56	3.04	3.92	3.86	2.78	2.97
<b>Aide alimentaire</b>	35.98	19.67	16.6	0	13.21	10
<b>Aide multilatérale</b>	0.35	0.9	0.25	0.78	0.36	--
<b>CRDI</b>	0.23	0.42	0.34	0.55	0.43	--
<b>Total partiel</b>	<b>76.04</b>	<b>58.5</b>	<b>56.66</b>	<b>39.53</b>	<b>53.66</b>	<b>48.85</b>
<b>IFI</b>	24.09	40.06	25.63	29.13	33.38	N/D
<b>Total</b>	<b>100.13</b>	<b>98.56</b>	<b>82.29</b>	<b>68.66</b>	<b>87.04</b>	

Le CPP de 1999 était principalement axé sur les **besoins humains fondamentaux** et la **gouvernance**. En 2001-2002, près de 60 % des dépenses du programme étaient consacrées aux besoins humains fondamentaux ciblant la santé et l'éducation. L'aide de l'ACDI en matière de micro financement est centrée sur les activités génératrices de revenu. Plus de 80 % des bénéficiaires ciblés des programmes de réduction de la pauvreté soutenus par l'ACDI sont des femmes. Les initiatives liées à la gouvernance, qui représentent 31 % du budget du programme, visent à appuyer le renforcement des institutions, la réforme des politiques et l'égalité des sexes. Pendant la période d'application du CPP de 1999, on a compté jusqu'à 30 projets opérationnels bilatéraux.

## 5.2 Principales réalisations du Canada

**Santé** — L'ACDI prend part aux initiatives dans le secteur de la santé au Bangladesh depuis 1976, en collaboration avec d'autres donateurs, par le cofinancement et le financement parallèle de projets dans ce secteur. Le budget du programme actuel de réforme en matière de santé et de population s'élève à 2,9 milliards \$US, dont 2 milliards \$US sont fournis par le Bangladesh, et 0,89 milliard \$US par le consortium des donateurs, dont le Canada (28,8 millions \$). Le programme vise à améliorer la santé et le bien-être des plus vulnérables — les femmes, les enfants et les pauvres du Bangladesh. Le projet sur l'atténuation des concentrations d'arsenic (14,8 millions \$) repose sur un critère internationalement reconnu pour l'examen et la vérification des technologies d'atténuation, afin de prévenir le risque d'intoxication à l'arsenic grâce à l'apport d'eau potable sûre à la population. Le projet de soins de santé communautaires (5 millions \$) contribue à améliorer l'efficacité du système de santé primaire dans 362 villages. La baisse du taux de croissance démographique, de l'indice de fécondité cumulée, du taux de mortalité infantile et du taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans témoignent des progrès accomplis dans le secteur de la santé.

**Éducation** — L'ACDI intervient dans l'éducation primaire non formelle depuis 1993. Elle a financé le programme d'éducation primaire informelle, regroupant plusieurs donateurs, par le truchement de l'organisation non gouvernementale locale BRAC (contribution totale de 100 millions \$US du Département pour le développement international (DFID) du Royaume-Uni, de la CE, de NOVIB, aux Pays-Bas et de l'ACDI qui a fourni 28 millions \$). Ce programme vise 1,1 million d'enfants pauvres des régions rurales, particulièrement les filles, qui ne peuvent fréquenter les écoles publiques. Il a permis d'améliorer la coordination et l'harmonisation entre donateurs pour le financement de base, la présentation de rapports, le suivi et l'évaluation. Le Programme de développement en faveur des adolescents (2,5 millions \$) mis en oeuvre par USC Canada et par le Bangladesh permet à des adolescents pauvres (41 162), surtout des filles, de suivre des cours de préparation à la vie, d'alphabétisation, de mathématiques élémentaires, et de formation à la pratique d'activités génératrices de revenu. Ces jeunes n'auraient pas accès autrement à l'éducation. D'autres projets gérés par les ONG sont axés sur l'alphabétisation des adultes et les activités génératrices de revenu.

**Agriculture et développement rural** — Le Bangladesh, qui souffrait d'une pénurie de vivres chronique, a atteint l'autosuffisance en riz ces dernières années. L'appui fourni de longue date par l'ACDI au secteur

agricole du pays, dans le cadre de projets de gestion des eaux, d'électrification rurale, d'irrigation et de diversification de l'agriculture, a contribué à cette réalisation (contribution totale de 328 millions \$ en 32 ans). Le Programme d'entretien des routes rurales (PERR), financé conjointement par la Direction générale des programmes multilatéraux (10 millions/an au titre de l'aide alimentaire) et par le programme bilatéral (13,8 millions \$), a contribué à donner des emplois permanents à plus de 40 000 femmes démunies qui entretenaient des chemins de terre battue reliant les fermes aux marchés. Plus de 90 000 femmes pauvres ont suivi une formation leur permettant de diversifier leur revenu. Des participantes au PERR ou celles qui avaient terminé le Programme se sont présentées aux élections locales et 35 d'entre elles ont été élues. Le projet Repousser les frontières de la réduction de la pauvreté, mis en oeuvre par BRAC et appuyé par divers donateurs, vise à améliorer les compétences 1,3 million de femmes des régions rurales les plus démunies (contribution de l'ACDI : 13 millions \$).

**Micro financement** — Dans le passé, l'ACDI et d'autres donateurs ont appuyé les programmes de micro financement de la banque Grameen et BRAC au profit d'activités agricoles et non agricoles génératrices de revenu, programmes qui sont devenus autosuffisants au milieu des années 1990. L'ACDI appuie la Fondation Palli Daridro Bimochon (ou Fondation pour l'élimination de la pauvreté en milieu rural) qui est devenue un établissement semi-autonome de crédit et d'épargne en 2000. L'ACDI continuera d'aider la Fondation à devenir complètement autonome dans ses activités de micro financement. L'expansion rapide des programmes de micro financement démontre que les pauvres trouvent le crédit et l'épargne utiles, et qu'ils remboursent leurs prêts sans difficulté.

**Gouvernance économique** — Sur le plan de la « gouvernance économique », l'ACDI contribue au renforcement de la capacité de gestion financière du ministère des Ressources hydrauliques. Le système comptable informatisé est pleinement fonctionnel dans les 26 centres régionaux de comptabilité. Une institution publique transparente et responsable doit appliquer de bonnes méthodes comptables et posséder des systèmes qui peuvent faire l'objet de vérifications. Ce projet est lié à un programme plus important financé par la BasD, le DFID et le PNUD, qui est axé sur les contrôles budgétaires, la comptabilité et le suivi. Pour ce qui est du commerce extérieur, le Projet de suivi de l'impact de l'OMC (2 millions \$) contribue à renforcer la capacité du gouvernement de prendre part aux négociations dans le cadre de l'OMC grâce à la création d'un laboratoire d'idées local : le Centre for Policy Dialogue (CPD). Celui-ci a déjà présenté des analyses approfondies au ministre du Commerce — en qualité de coordonnateur des PMA à la conférence des PMA à Bruxelles (mai 2001) et à la conférence ministérielle de l'OMC à Doha (novembre 2001).

**Gouvernance politique** — En ce qui a trait à la gouvernance politique, le Projet de réforme juridique de l'ACDI (15 millions \$) vise à aider le Bangladesh à mettre à niveau ses capacités de rédaction juridique et à améliorer ses lois en matière de protection de l'enfance et de justice pour les jeunes, d'aide juridique et de droits des sociétés. Ce projet s'inscrit dans le cadre d'une initiative plus importante mise sur pied par la Banque mondiale et la DANIDA pour appuyer la réforme du processus judiciaire et légal. Le Projet d'orientation et de promotion des politiques en faveur de l'égalité entre les sexes (12,5 millions \$) est un projet de gouvernance visant à intégrer le souci de parité entre les sexes au sein du gouvernement et de la société civile. Enfin, le Projet de gestion de l'environnement au Bangladesh (12,6 millions \$) vise à renforcer la capacité du ministère de l'Environnement à remplir son mandat et ses fonctions.

**Développement social et égalité des sexes** — L'ACDI a contribué au développement social et à l'égalité des sexes par le soutien apporté à la société civile. L'Agence a été l'un des premiers donateurs à fournir son appui aux ONG locales et a continué de le faire tout au long des dernières décennies, au cours desquelles elles sont devenues des modèles de développement et de gouvernance participative. Grâce à une programmation innovatrice, les ONG sont sans doute les mieux placées pour améliorer directement le sort des pauvres. Le Canada a contribué à améliorer la vie de millions de pauvres, en particulier les femmes et les plus démunis de la société. Les pauvres ont toujours eu du mal à se faire entendre dans les hautes sphères de l'élaboration des politiques parce qu'ils ne disposent pas d'une tribune institutionnelle permanente. Les ONG locales leur offrent cette tribune en leur permettant d'exprimer leurs aspirations fondées sur leurs droits. Bon nombre d'initiatives de l'ACDI au Bangladesh profitent à quantités de femmes, et plusieurs d'entre elles privilégient la promotion des femmes. Le Fonds pour la promotion de l'égalité des sexes-III (2,5 millions \$), qui est administré par le haut-commissariat du

Canada et qui soutient des organisations de la société civile oeuvrant dans ce domaine, est un autre moyen de mettre à l'essai des approches novatrices et d'explorer les questions plus délicates qui se présentent.

### 5.3 Directions générales des programmes multilatéraux, des politiques et du partenariat canadien de l'ACDI

La Direction générale des programmes multilatéraux de l'ACDI est très active au Bangladesh. Le Canada finance des projets exécutés par la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement et les organisations onusiennes comme le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'UNICEF, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et le Programme alimentaire mondial (PAM). Depuis l'indépendance du Bangladesh, le Canada a toujours été l'un des principaux donateurs d'aide alimentaire. Actuellement, l'Initiative multilatérale de l'ACDI — le Programme de lutte contre la faim, la malnutrition et la maladie (PLFMM) — sert à financer plusieurs initiatives au Bangladesh, dont l'important programme d'aide alimentaire pluriannuel et les initiatives relatives aux micronutriments qui épaulent le Programme national de nutrition. Les initiatives bilatérales complètent ces programmes multilatéraux afin d'atteindre les résultats visés dans le secteur de la santé.

#### Direction générale des programmes multilatéraux

#### Principales initiatives au Bangladesh

Aide alimentaire pluriannuelle (30 M\$)	Valeur totale des vivres transférés du Canada au Programme d'entretien des routes rurales (soutien aux femmes démunies)
Programme alimentaire mondial (PAM) Financement de base (11 M\$ — Bangladesh 2002)	Le Bangladesh est, de loin, le premier bénéficiaire des 35,5 M\$ en ressources affectées au développement dans le cadre du PAM
Activités de lutte antituberculeuse par la voie de l'OMS (1,42 M\$)	Renforcement de la capacité des laboratoires, formation du personnel et amélioration de la surveillance
Entraide universitaire mondiale du Canada (EUMC) (6,5 M\$)	Éducation pour tous (UNICEF), Programme d'éducation sur la santé et la nutrition, Programme élargi sur la santé et la nutrition
Programmes sur les micronutriments par la voie de l'Initiative sur les micronutriments et l'UNICEF (3,2 M \$ à l'exclusion du Programme sur la vitamine A)	Vitamine A, Programme sur les micronutriments en Asie méridionale, recherche sur la nutrition
Fonds global contre le VIH/sida, la tuberculose et la malaria	1. VIH/sida : 23M SUS (2 ans) 2. Tuberculose : 19M \$US (2 ans)

Le Fonds de développement pour le changement climatique de la Direction générale des politiques contribue à la réalisation des objectifs internationaux du Canada en matière de changement climatique en favorisant dans les pays en développement les activités de lutte contre les causes et les effets du changement climatique, tout en contribuant au développement durable et à la réduction de la pauvreté. Care Canada renforce les capacités des collectivités locales de remédier aux modifications de l'environnement au Bangladesh. Le Plan d'action de l'ACDI pour la protection des enfants préconise une approche axée sur les droits pour oeuvrer auprès d'enfants ayant besoin d'une protection spéciale contre l'exploitation, les mauvais traitements et la discrimination. Cette approche est intégrée dans les projets et programmes de l'ACDI au Bangladesh.

#### Direction générale du partenariat de l'ACDI

Direction du secteur volontaire	Leprosy Mission of Canada, Gems of Hope
---------------------------------	---

<b>Unité des programmes sectoriels</b>	Association canadienne de santé publique, Congrès du travail du Canada
<b>Unité des programmes multisectoriels</b>	Fondation Aga Khan, USC Canada, Église unie du Canada, Canadian Lutheran World Relief, SIM Canada, InterPares, Christian Reformed World Relief Committee, Operation Eyesight Universal, Fonds du Primat pour le secours et le développement mondial, Comité central mennonite du Canada, Path Canada
<b>Programme des universités et collèges</b>	Programme des partenariats universitaires en coopération et développement, Programme de partenariat des collèges canadiens
<b>Programme de coopération industrielle</b>	Hydro Québec International, S.R. Telecom, Bureau de promotion du commerce du Canada
<b>Connaissances, politiques et planification</b>	Programme de recherche stratégique
<b>Services à l'Agence et relations avec les Canadiens</b>	Programmation jeunesse, Programme des bourses et des prix

Les contributions totales de la Direction générale du partenariat canadien de l'ACDI aux organisations canadiennes oeuvrant au Bangladesh atteignaient 2,97 millions \$ en 2002-2003. La DGPC a financé 16 programmes, et 43 partenaires canadiens exécutant 32 projets. Le Comité central mennonite du Canada, USC Canada et le Canada Lutheran World Relief en ont été les principaux bénéficiaires. Parallèlement, la programmation bilatérale de l'ACDI au Bangladesh visera à favoriser le développement du secteur privé, et des petites et moyennes entreprises en particulier, et à mener à bien la réforme de la politique commerciale.

#### **5.4 Autres donateurs clés au Bangladesh**

L'Association internationale de développement (IDA) de la Banque mondiale, le Japon et la Banque asiatique de développement sont les principaux partenaires/donateurs pour le développement au Bangladesh : ils versent plus de la moitié de l'APD. La Banque mondiale, en collaboration avec le FMI et la Banque asiatique de développement, fournit des avis sur les politiques macro-économiques et la réforme du secteur financier. La Banque mondiale joue un rôle de premier plan par la promotion d'un cadre de développement plus complet, d'une stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et d'une plus grande coordination et harmonisation entre donateurs. Le Royaume-Uni et les États-Unis sont également des donateurs bilatéraux clés au Bangladesh.

**Banque mondiale — Crédit de soutien au développement** — L'élaboration par le Bangladesh d'un CSLP-I a amené la Banque mondiale à rédiger un rapport sur la stratégie d'aide au pays pour le Bangladesh (juin 2003) et à débloquer un Crédit de soutien au développement de 300 millions \$US à l'appui de la première phase du programme de réforme à moyen terme du gouvernement. Vu les progrès satisfaisants réalisés en matière de stabilité macro-économique et de rendement du portefeuille de prêts, l'Association internationale de développement (IDA) est passée du scénario minimal au scénario de référence en matière d'aide sous forme de prêts en 2003. En juin 2003, le Conseil exécutif de la Banque mondiale a approuvé un prêt au Bangladesh d'une valeur de 1,25 milliard \$US en 2004-2005 (550 millions \$US en 2004 et 700 millions \$US en 2005). L'IDA a prêté au total 1,15 milliard \$US en 2001-2003. Les réformes ont progressé lentement les années précédentes, ce qui a réduit d'autant la disponibilité du crédit. Le Bangladesh a reçu en prêts 321,38 millions \$US en 2002, 279,61 millions \$US en 2001 et 171,9 millions \$US en 2000.

**FMI — Stratégie globale de croissance et de réduction de la pauvreté** — La bonne gestion macro-économique a également mené à la première Stratégie globale de croissance et de réduction de la pauvreté (SGCRP) avec le Fonds monétaire international (FMI) au cours de la dernière décennie. En juin 2003, le FMI a approuvé un prêt d'une valeur maximale de 490 millions \$US à affecter au programme de réforme à moyen terme. Comme dans le cas du prêt de la Banque mondiale, cet accord du FMI est lié à l'obtention de résultats. Le Bangladesh a ainsi reçu 345 millions \$US du FMI dans le cadre de la Facilité d'ajustement structurel renforcée en 1990, et une aide d'urgence de 98,13 millions \$US en 1998 en raison des inondations. Le FMI a constaté que le Bangladesh a réussi à éviter une crise grave relativement à sa balance des paiements en dépit de nombreuses situations difficiles auxquelles il a dû faire face sans intervention d'urgence sur le marché des changes depuis 1990.

En 2000, la **Banque asiatique de développement (BASD)** a conclu avec le Bangladesh un accord de partenariat sur la réduction de la pauvreté dans lequel il est recommandé de promouvoir les interventions efficaces en matière de développement, d'améliorer qualitativement et quantitativement les investissements dans le secteur social, et d'accorder une plus grande attention à la bonne gouvernance. Depuis qu'il s'est joint à la BASD en 1973, le Bangladesh a reçu un total de 147 prêts, dont 37 étaient en cours à la fin de 2001. Les contrats impartis, d'une valeur totale de 137,9 millions \$US, font passer le chiffre cumulé à 4,7 milliards \$US.

Le **Japon** est le principal donateur bilatéral du Bangladesh, auquel il fournit surtout de l'aide pour le développement des infrastructures. En 2000, le Plan d'aide au pays du Japon privilégiait quatre secteurs pour l'APD au Bangladesh, soit : 1) l'agriculture et le développement rural; 2) l'amélioration du secteur social (besoins humains fondamentaux, développement des ressources humaines); 3) le renforcement de l'infrastructure à l'appui des investissements et de la promotion des exportations; 4) la préparation aux catastrophes. Le Japon est en train de mettre à jour sa politique d'APD. Les principaux secteurs privilégiés pourraient être le développement rural, l'éducation, la santé, l'atténuation de la contamination à l'arsenic et l'électricité.

Le **Département pour le développement international (DFID)** du Royaume-Uni était le deuxième donateur bilatéral au Bangladesh en 2002. Son Plan d'aide au pays pour 2003-2006 propose un budget annuel d'APD de 80 millions de livres (200 millions \$CAN) au cours des trois prochaines années. Les nouveaux objectifs cadrent avec les priorités du CSLP-I, soit : 1) la croissance économique favorable aux pauvres pour accroître le revenu et l'emploi des pauvres; 2) le développement humain des pauvres, pour améliorer leurs capacités au moyen d'interventions dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de la nutrition et dans le secteur social; 3) la gouvernance participative pour renforcer la représentation des pauvres et améliorer les aspects non matériels du bien-être (sécurité, pouvoir et inclusion sociale).

**L'Agence américaine pour le développement international (USAID)** est l'un des principaux bailleurs de fonds du Bangladesh depuis que ce pays a accédé à l'indépendance. Les priorités des États-Unis au Bangladesh sont entre autres l'avancement de la démocratie et des droits de la personne, la croissance axée sur le marché et la prospérité économique pour aider à relever le niveau de vie et à réduire le déséquilibre commercial bilatéral important. Au total, 125 millions \$US ont été déboursés en APD au Bangladesh en 2002.

## **PARTIE II : ORIENTATION STRATÉGIQUE**

### **6. CADRE DE PROGRAMMATION-PAYS**

#### **6.1 Principales considérations pour la programmation future au Bangladesh**

Les intérêts stratégiques du Canada en Asie méridionale sont le maintien de la paix, de la sécurité et de la stabilité dans la région. Le Canada a entrepris son programme de coopération au développement au Bangladesh en 1972 pour aider ce nouveau membre du Commonwealth. Grâce à son influence modératrice dans les relations politiques tendues qu'entretiennent l'Inde et le Pakistan, le Bangladesh est très présent dans les affaires internationales, et il fait partie des pays qui fournissent le plus d'effectifs aux missions de maintien de la paix des Nations Unies. L'ouverture du marché canadien au Bangladesh, en janvier 2003, est un pas important vers l'avènement du commerce équitable et de la croissance économique dans ce pays. Les investissements du Canada en santé et en éducation sont indispensables à la croissance économique, à la réduction de la pauvreté, à l'amélioration de la gouvernance et à la stabilité sociale. Les pauvres (surtout les femmes) n'ont ni la santé ni l'instruction nécessaires pour améliorer leur sort et pour contribuer à l'économie. Il faudra beaucoup investir dans l'éducation pour garantir une stabilité sociale durable au Bangladesh et dans la région.

La programmation de l'ACDI au Bangladesh cadre avec les grands principes 'Pour une aide internationale plus efficace' (AIE). L'approche globale adoptée par le Canada maximise les principes AIE — prise en charge locale, utilisation de mécanismes axés sur les programmes, amélioration du dialogue sur les

politiques, réduction des coûts d'opération et harmonisation entre donateurs. Dans les faits, cela signifie : une plus grande attention accordée aux priorités du CSLP-I, un choix plus restreint de secteurs de concentration, des projets de plus grande envergure, une meilleure synergie entre les projets de l'ACDI et une plus grande utilisation des mécanismes communs à tous les donateurs en matière de rapports, d'approvisionnement et de suivi.

- a. **Coordination entre donateurs** — Le Bangladesh a l'un des plus vastes réseaux de coordination entre donateurs en raison de l'aide d'urgence fournie. Le Canada participe activement au Forum annuel du développement du Bangladesh, le principal mécanisme de coordination entre donateurs, et au Groupe consultatif local de haut niveau. Ce groupe, qui est dirigé par la Banque mondiale, permet aux donateurs de discuter avec le gouvernement. Il existe plus de 20 sous-groupes, l'ACDI présidant ceux voués à l'égalité entre les sexes et à l'environnement.. Le Canada est toujours membre du Groupe d'optique commune (qui regroupe le Canada, le Danemark, les Pays-Bas, La Norvège et la Suède) qui s'attaque aux questions de gouvernance.
- b. **Nouvelles approches de programmation** — L'ACDI utilise une approche sectorielle pour sa programmation, ainsi que le financement parallèle et le cofinancement. Pour compléter les efforts du gouvernement et sa prise en charge graduelle du programme de développement, les donateurs partenaires ont adopté une approche sectorielle dans des secteurs clés comme celui de la santé. Cela a donné un nouvel élan vers une gouvernance plus transparente et responsable. L'éducation est un autre secteur où la coopération s'est accrue entre les donateurs et le gouvernement. La participation de l'ACDI à des ententes de cofinancement a considérablement aidé les donateurs à harmoniser leurs activités.
- c. **Cohérence des politiques** — La décision du Canada d'ouvrir davantage son marché au Bangladesh, à compter de janvier 2003, est un pas important vers l'harmonisation des politiques d'aide au commerce et au développement. Le Canada étouffera le régime d'aide non liée au Bangladesh en 2003. L'adhésion du Canada aux nouveaux règlements du CAD de l'OCDE sur le déliement de l'aide pour les PMA, dont le Bangladesh, est un autre pas important vers la cohérence des politiques. À l'avenir, certains projets s'inscrivant dans le programme d'aide au Bangladesh pourront désormais faire l'objet d'un appel d'offres international en vertu de ces règlements.

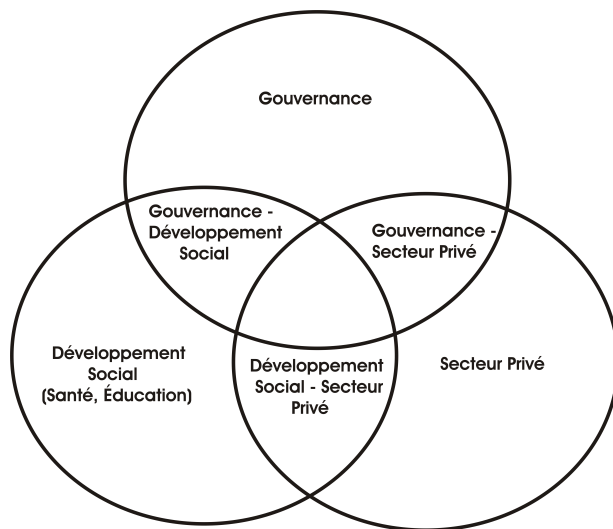
## **6.2 But et objectifs du CPP**

Contribuer à la réduction de la pauvreté et au développement durable au Bangladesh en soutenant le développement social, la gouvernance et le secteur privé. Les objectifs du CPP sont les suivants:

- a. **Développement social** — Améliorer la qualité et la prestation des services de santé et d'éducation pour répondre aux besoins des pauvres, en particulier les femmes et les enfants, et rendre ces services plus accessibles à ces groupes.
- b. **Gouvernance** — Améliorer l'élaboration des politiques et la réforme réglementaire de certaines institutions des secteurs public et privé, et lier de manière plus directe la gouvernance à la réduction de la pauvreté.
- c. **Secteur privé** — À moyen terme, remédier aux obstacles au développement des petites et moyennes entreprises en rendant les services financiers et de renforcement des capacités plus accessibles, et en améliorant le cadre réglementaire.

**La gouvernance** est une priorité qui sera intégrée à chaque projet financé par l'ACDI, ainsi que dans les initiatives ciblées. **L'égalité entre les sexes** est un thème transversal, et chaque objectif en tient compte. Il sera traité uniformément en tant que partie intégrante de tous les programmes et projets.

**L'environnement** continuera d'être un thème important intégré à la programmation.



**Graphique — Synergie entre les objectifs du CPP** — Les objectifs du CPP sont formulés dans trois énoncés séparés traitant respectivement du développement social, de la gouvernance et du secteur privé, trois domaines qui doivent être considérés comme étant indissociables. Le graphique met en relief l'interdépendance des objectifs et le fait qu'ils se complètent; le tout excède la somme des parties. Ce graphique présente les objectifs du CPP sous la forme de trois cercles qui se chevauchent; il met en évidence la synergie existant entre la gouvernance et le développement social, la gouvernance et le secteur privé, et le secteur privé et le développement social.

## **PARTIE III : STRATÉGIE DE MISE EN OEUVRE**

### **7. STRATÉGIE DE MISE EN OEUVRE**

#### **7.1 Secteurs de concentration**

**Santé** — La qualité des services de santé de base demeure une condition essentielle de l'amélioration de la situation dans ce secteur. L'ACDI soutient activement ce secteur depuis 1976; elle en a une connaissance approfondie qui lui permet d'élargir sa programmation en toute confiance. Un nouveau Programme sur la santé, la population et la nutrition est en préparation avec le gouvernement et un consortium de donateurs dirigé par la Banque mondiale. Le gouvernement entend poursuivre la

programmation suivant l'approche sectorielle en matière de santé, même si cela constitue un défi de taille. L'Agence se concentrera sur le renforcement des systèmes de santé et sur la qualité des soins de santé fournis aux femmes et aux enfants. Elle respectera les priorités gouvernementales en matière de santé, qui visent à s'attaquer aux problèmes de santé publique comme la croissance démographique, la mortalité maternelle, la malnutrition, l'intoxication chronique à l'arsenic et les maladies transmissibles comme la tuberculose, le VIH/sida, la dengue. L'ACDI encouragera la recherche de solutions à ces problèmes de santé en appuyant le Centre international pour la recherche en matière de santé et de population, à Dhaka. L'ACDI continuera de favoriser la santé au niveau de l'environnement en luttant contre la contamination de l'eau à l'arsenic. Une stratégie sur la santé au Bangladesh sera élaborée à l'appui de l'objectif du CPP en la matière.

**Éducation** — Il faut améliorer la qualité de l'éducation. L'ACDI participera à un grand programme national en matière d'enseignement primaire, le Programme de développement de l'éducation primaire-II, avec le gouvernement et un consortium de onze donateurs dirigé par la BASD. Pour atteindre les groupes les plus pauvres et les plus vulnérables dans les régions éloignées, le gouvernement a incité les ONG nationales, notamment BRAC, à ouvrir des écoles primaires informelles pour les enfants des tribus et autres, principalement des filles, qui n'ont eu aucune autre possibilité de fréquenter l'école. En offrant une éducation uniforme pour tous, y compris le segment le plus pauvre de la société, on pourra améliorer la stabilité sociale du pays à long terme. En appuyant l'éducation primaire informelle, l'ACDI contribue à réduire le travail des enfants et à donner aux enfants pauvres une chance d'avoir un avenir meilleur. L'ACDI continuera de soutenir le secteur de l'éducation informelle et aidera le gouvernement et les ONG à poursuivre leur collaboration dans le secteur de l'éducation.

**Gouvernance** — L'un des plus grands défis que doit relever le Bangladesh consiste à améliorer ses antécédents en matière de gouvernance en rendant l'exercice du pouvoir officiel plus transparent et responsable. La « gouvernance économique » du Bangladesh s'est améliorée ces deux dernières années grâce à une importante stabilisation macro-économique (gestion budgétaire, faible inflation, réforme du secteur bancaire), à une croissance globale et à la réduction de la pauvreté. Toutefois, les questions de « gouvernance politique » comme l'absence de système judiciaire indépendant et accessible, le manque d'ordre public et la corruption demeurent très préoccupantes. En ce qui a trait à la réduction de la pauvreté et à l'accès plus équitable aux ressources et aux services publics, la principale difficulté à laquelle fait face le gouvernement est d'accélérer la réforme institutionnelle et de fournir à ses fonctionnaires la capacité d'être plus responsables envers les gens qu'ils servent. Une stratégie sur la gouvernance au Bangladesh sera élaborée à l'appui de l'objectif du CPP en la matière.

**Secteur privé** — La croissance économique du Bangladesh dépendra en grande partie du nouveau secteur privé, en pleine croissance, à commencer par les PME, tant dans les villes que dans les campagnes. Les PME sont toutefois handicapées par un manque de capitaux et d'accès au crédit, et par une faible gestion organisationnelle. La production d'aliments de base a beaucoup augmenté, mais les possibilités de valeur ajoutée et d'exportation dans ce secteur n'ont pas encore été exploitées, d'où la nécessité d'appuyer les initiatives qui tirent parti des industries agro-alimentaires dans lesquelles le pays possède un avantage concurrentiel. Le secteur agricole bénéficiera de la contribution de l'ACDI au développement du secteur privé. Il importe que les femmes bénéficient d'un accès équitable aux nouvelles possibilités engendrées par l'investissement dans la restructuration et le développement du secteur des approvisionnements de l'industrie du vêtement, et de la mise à niveau des technologies et des compétences, pour que la main-d'oeuvre féminine soit intégrée à ce secteur et puisse bénéficier de ces investissements et y contribuer. Une stratégie sur le développement du secteur privé sera élaborée à l'appui de l'objectif du CPP en la matière.

## **7.2 Résultats clés de l'Agence**

### **7.2.1 Résultats en matière de développement**

**Bien-être économique** — Les projets pour le **développement du secteur privé** permettront de créer des emplois autonomes, d'améliorer les compétences, de rendre le financement accessible et d'offrir des possibilités de formation aux pauvres des régions urbaines et rurales. Voici les effets escomptés :

- PME plus compétitives et performantes grâce à un meilleur accès au financement institutionnel et aux services de développement des entreprises;
- meilleur cadre opérationnel et réglementaire au Bangladesh pour les PME;
- meilleures possibilités d'emploi et de revenu pour les femmes et les hommes dans les PME.

**Développement social** — En renforçant la capacité du gouvernement et de la société civile à améliorer la santé et la nutrition, on pourra contribuer de manière importante aux ODM visant la réduction de la pauvreté, la santé et la nutrition, l'éducation et l'égalité entre les sexes. Voici les principaux effets escomptés de la programmation sectorielle du consortium gouvernement-donateurs dans les secteurs de la santé et de l'éducation :

- système de santé publique amélioré (réduction de la mortalité maternelle et du nombre d'enfants sous-alimentés; réduction supplémentaire du taux de fécondité);
- qualité du système d'éducation primaire améliorée (taux d'inscription et de rétention accrus, tant pour les filles que pour les garçons, au primaire);
- meilleure qualité de l'éducation primaire (matériel pédagogique, compétences des enseignants).

**Gouvernance** — Il est capital de renforcer les capacités de certaines institutions publiques et de la société civile dans des secteurs comme la réforme juridique, l'accès à la justice, l'éducation sur les droits de la personne, les droits des femmes et des enfants, et la gouvernance participative pour protéger les droits fondamentaux et rendre possible un développement équitable. Voici les effets escomptés :

- adoption de mesures administratives, économiques et financières plus efficaces par certains ministères ou programmes gouvernementaux pour mieux répondre aux besoins des clientèles cibles, femmes et hommes;
- réceptivité accrue du gouvernement à la promotion de l'égalité des sexes, (sous la forme de politiques, de mesures législatives et de programmes d'action);
- transparence et responsabilisation accrues du système juridique (capacité améliorée et élargie des organismes publics et de la société civile à offrir des services répondant aux besoins des pauvres des milieux rural et urbain);
- participation accrue des pauvres, en particulier les femmes, aux décisions d'ordre politique, social et économique.

## **7.2.2 Résultats en matière de gestion**

Dans le cadre de l'effort permanent déployé par l'ACDI pour accroître l'efficacité de ses programmes, voici les éléments essentiels des méthodes de mise en oeuvre du nouveau programme.

- Organisation axée sur le savoir** — Dans le cadre de ses efforts de rationalisation opérationnelle, le Bangladesh maintient à une trentaine le nombre de projets en ce sens. Sept gestionnaires de projets (dont un/e gestionnaire de projets junior) administrent le budget du programme, qui sera haussé dans les années à venir. Pour devenir une organisation davantage axée sur le savoir, l'ACDI se soucie constamment d'analyser et de communiquer les leçons retenues. Au cours de la dernière décennie, l'ACDI s'est efforcée d'adapter son programme aux réalités et aux besoins qui se font jour dans le pays. Les gestionnaires de projets travaillent en étroite collaboration avec les spécialistes scientifiques et techniques de l'ACDI pour acquérir une meilleure connaissance de leurs secteurs respectifs. Un plan de rendement quinquennal sur l'égalité des sexes a été préparé dans le cadre du programme du Bangladesh, qui permettra de mieux définir les indicateurs relatifs aux extrants et aux résultats.
- Présence accrue sur le terrain** — L'ACDI fait des efforts considérables pour constituer une base de connaissances sur le programme. Pour améliorer l'efficacité de l'aide, l'Agence a recentré le travail de son personnel sur une analyse sectorielle et politique accrue. Elle a renforcé la capacité de la Mission en augmentant son effectif, qui est passé de cinq à six employés canadiens (dont un/e représentant/e junior de l'ACDI sur le terrain) au haut-commissariat du Canada à Dhaka. Les employés de l'ACDI sur le terrain participeront à un plus grand nombre d'initiatives de dialogue sur les politiques avec le

gouvernement et les donateurs, et travailleront en collaboration plus étroite au sein d'une équipe sur les secteurs nouvellement prioritaires comme l'éducation et le développement du secteur privé. L'Unité d'appui au programme embauchera des consultants professionnels locaux pour donner de précieux conseils d'ordre technique ou culturel.

- c. **Participation active des Canadiens** — Les partenaires canadiens — entreprises du secteur privé, ONG, associations professionnelles, universités, etc. — sont autant de sources clés de compétences et d'expérience nécessaires pour favoriser le développement durable. Le programme du Bangladesh incitera les jeunes professionnels canadiens à prendre part à la mise en oeuvre de projets, et la jeunesse canadienne à contribuer à un monde meilleur en mettant leurs talents et leur énergie au service du Programme Action jeunesse de la Direction générale du partenariat canadien de l'ACDI.

### 7.3 Évaluation des risques

Voici certains des risques que comporte la mise en oeuvre de ce nouveau CPP, et les moyens de les atténuer.

- a. **Engagement politique** — Les retards dans la mise en oeuvre de certaines réformes judiciaires, sectorielles et macro-économiques pourraient entraîner une perte du soutien de la communauté internationale et décourager l'investissement privé.  
*Probabilité* : moyenne.  
*Stratégie* — Le gouvernement du Bangladesh est fermement résolu à faire avancer les principales réformes économiques. L'ACDI continuera de participer activement au dialogue sur les politiques du Groupe consultatif local avec le gouvernement et sera donc bien placée pour évaluer les changements susceptibles d'influer sur le risque.
- b. **Mondialisation** — Le Bangladesh est sans doute plus ouvert au commerce international, mais est plus exposé au risque de récession mondiale. Une crise économique planétaire durable pourrait réduire les échanges et l'APD, et décourager les investisseurs étrangers du secteur privé.  
*Probabilité* : moyenne  
*Stratégie* — La Banque mondiale, d'autres institutions financières internationales et le consortium des donateurs (dont le Canada) coordonneront leurs interventions en cas de crise au moyen des mécanismes existants. L'aide fournie aux PME favorisera sans doute la croissance intérieure.
- c. **Renforcement des capacités** — Les institutions publiques n'ont sans doute pas les capacités requises pour mettre en oeuvre des réformes à grande échelle dans le domaine de la santé et de l'éducation. L'approche sectorielle adoptée pour la programmation et la gestion rend d'autant plus pressant l'appel à l'action en faveur d'une gouvernance plus transparente et responsable. *Probabilité* : moyenne.  
*Stratégie* : Comme le renforcement des capacités de gestion des institutions publiques risque de prendre plus de temps que prévu, le Canada devra sans doute vérifier s'il vaut la peine de modifier la programmation pour atteindre les résultats visés dans les nouveaux délais.
- d. **Corruption** — La corruption systémique demeure une difficulté de taille sur le plan de la gouvernance et une cause directe des progrès plus modeste que prévu en matière de croissance économique et de réduction de la pauvreté. Le gouvernement a exprimé sa volonté de s'attaquer à ce problème en améliorant la gestion financière et l'approvisionnement, et en accélérant la réforme judiciaire et juridique.  
*Probabilité* : moyenne  
*Stratégie* : La situation devrait s'améliorer en 2004 dans les secteurs ciblés par le gouvernement; dans la négative, les donateurs pourraient réévaluer leurs engagements. L'ACDI et d'autres donateurs élaboreront des stratégies de lutte contre la corruption dans le cadre de programmes cofinancés et de projets uniques, comportant un système de suivi renforcé. Pour ses projets, l'Agence s'associera avec des partenaires qui soutiennent la lutte à la corruption. Les fonds affectés aux projets continueront d'être acheminés par les agences canadiennes d'exécution et d'autres

organisations qui feront l'objet de mesures de contrôle et de vérifications régulières. L'analyse des risques, leur atténuation et des plans d'urgence en matière de lutte contre la corruption feront partie intégrante de chaque projet.

- e. **Société civile** — Le déplacement des ressources d'APD des ONG aux institutions publiques (pour appuyer le CSLP-I) et les capacités nationales limitées de collecte de fonds pourraient mettre en péril la viabilité de certains programmes des ONG au profit des groupes les plus vulnérables.

*Probabilité* : moyenne

*Stratégie* : L'ACDI continuera d'appuyer les programmes novateurs de la société civile au profit des femmes très démunies et des groupes marginalisés, et d'inciter le gouvernement à collaborer davantage avec les ONG à ce genre de programmation par le dialogue sur les politiques.

## **8. CONCLUSION**

Le Bangladesh est perçu comme ayant une influence modératrice dans le sous-continent parce qu'il est un pays musulman modéré. En tant que pays pauvre qui progresse lentement mais sûrement sur la voie de la réforme démocratique pour régler ses problèmes sociaux et économiques, le Bangladesh est un exemple pour toute la région. En maintenant le cap sur le développement social, la bonne gouvernance et la croissance mue par le secteur privé, comme il est proposé dans ce cadre de programmation, le Bangladesh contribuera à la stabilisation régionale et encouragera le Bangladesh à contribuer à des questions qui sont importantes à la politique étrangère du Canada, notamment la paix et la sécurité, la prospérité et à l'emploi, ainsi que les valeurs et la culture canadiennes.

Le CPP fournit un cadre précis pour mettre en oeuvre les programmes et les projets bilatéraux de l'ACDI au cours des cinq prochaines années. L'Agence, qui est l'un des quatre principaux donateurs bilatéraux au Bangladesh entend établir un programme ayant un but clairement défini, réalisable et facile à communiquer au public canadien, aux autres donateurs et aux institutions du Bangladesh. Le CPP du Bangladesh pour 2003-2008 est conçu pour orienter le programme bilatéral et pour s'harmoniser avec les autres programmes, intérêts et activités de l'ACDI. Un dialogue franc et réactif sera maintenu avec les autres ministères gouvernementaux.